Droits de l’homme  
indicateurs sur l’article 19 de la CDPH

# Contexte

La FRA a lancé un projet pour recueillir et analyser des données comparables sur la transition des soins en institution vers les soins de proximité dans les 28 États membres de l’Union Européenne. L’objectif de ce projet est d’apporter une assistance et expertise fondée sur des faits aux Institutions européennes et aux États membres lorsqu’ils prennent des mesures ou définissent des plans d’action dans leurs domaines de compétence respectifs, afin de respecter le droit des personnes handicapées à vivre de façon autonome et à être inclus dans la communauté, tel que défini à l’article 19 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).[[1]](#footnote-1)

L’un des principaux objectifs de [ce projet](http://fra.europa.eu/en/project/2014/rights-persons-disabilities-right-independent-living) est de développer et d’alimenter des indicateurs des droits de l’homme pour permettre l’évaluation de l’application de l’article 19 de la CDPH. Ce travail s’appuiera sur l’expérience de FRA en matière d’élaboration d’indicateurs des droits de l’homme, comme [ceux sur le droit à la participation politique des personnes handicapées](http://fra.europa.eu/en/publication/2014/indicators-political-participation-persons-disabilities). Conformément au [travail de la FRA sur les indicateurs](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/1697-FRAsymp2011-outcome-report.pdf), le projet utilisera le [cadre «structure-processus-résultat»](http://www.ohchr.org/Documents/Publications/Human_rights_indicators_en.pdf) développé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH).

**Article 19** - **Autonomie de vie et inclusion dans la société** Les États Parties à la présente Convention reconnaissent à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes, et prennent des mesures efficaces et appropriées pour faciliter aux personnes handicapées la pleine jouissance de ce droit ainsi que leur pleine intégration et participation à la société, notamment en veillant à ce que :

a) Les personnes handicapées aient la possibilité de choisir, sur la base de l’égalité avec les autres, leur lieu de résidence et où et avec qui elles vont vivre et qu’elles ne soient pas obligées de vivre dans un milieu de vie particulier;

b) Les personnes handicapées aient accès à une gamme de services à domicile ou en établissement et autres services sociaux d’accompagnement, y compris l’aide personnelle nécessaire pour leur permettre de vivre dans la société et de s’y insérer et pour empêcher qu’elles ne soient isolées ou victimes de ségrégation;

c) Les services et équipements sociaux destinés à la population générale soient mis à la disposition des personnes handicapées, sur la base de l’égalité avec les autres, et soient adaptés à leurs besoins.

Les données recueillies au cours du projet permettront à FRA d’alimenter certains des indicateurs. Cette collecte de données sera divisée en trois phases:

• Phase 1: faire le point. La collecte de données dans les 28 États membres de l’UE sur les différents types d’institutions et de services disponibles pour les personnes handicapées.

• Phase 2: identifier les lacunes dans la mise en œuvre. Enquêter sur les mesures juridiques et politiques visant à promouvoir la transition des soins en institution vers les soins de proximité dans les 28 États membres de l’UE, ainsi que la promotion de bonnes pratiques.

• Phase 3: études de cas. Des recherches approfondies avec des acteurs clés impliqués dans l’accomplissement de la transition des institutions vers les soins de proximité.

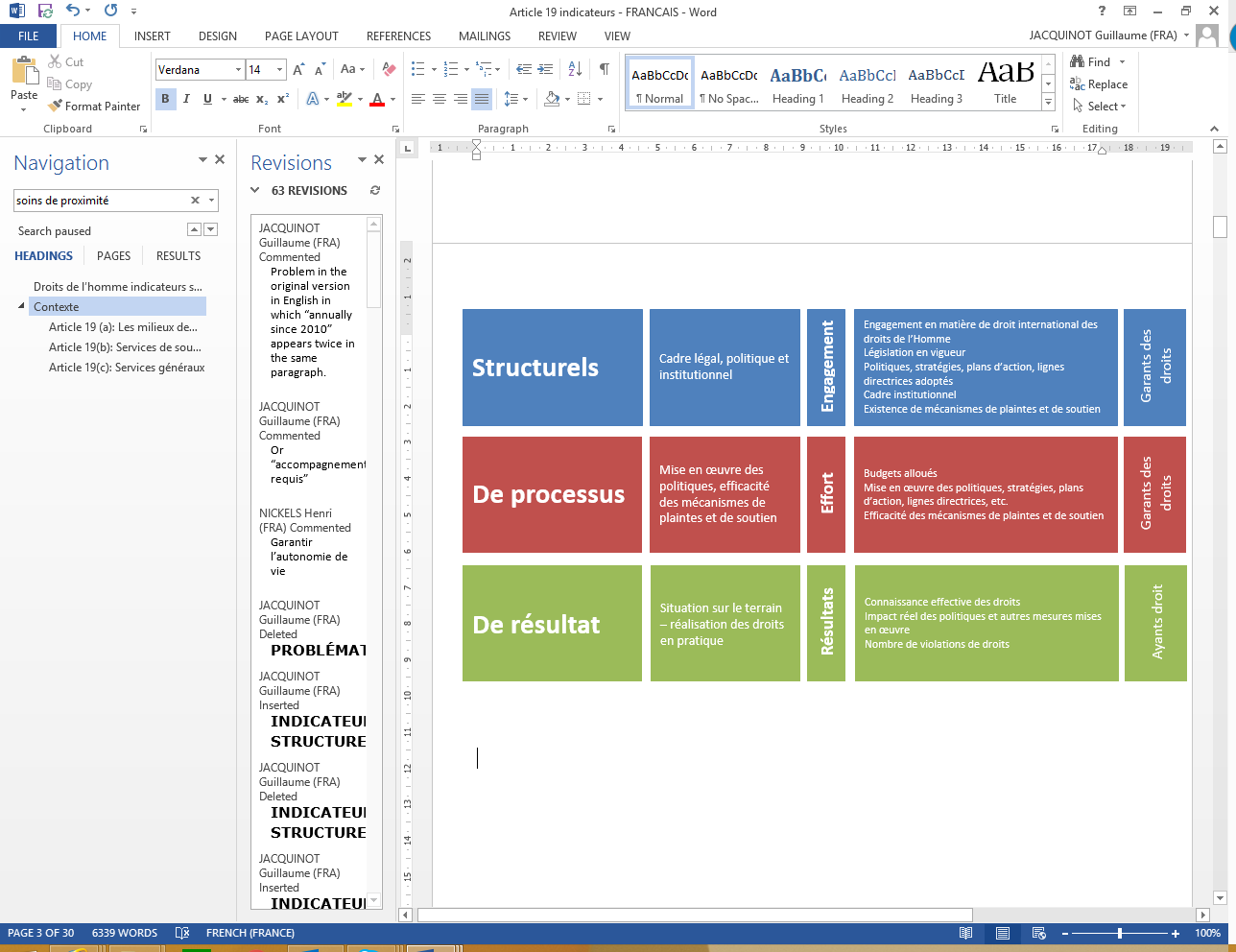
Le projet se concentre sur le processus de transition vers les services dans la communauté. Cela signifie que les indicateurs relatifs à d’autres éléments de l’article 19 ne seront pas pris en compte dans ce projet. Par exemple, les indicateurs relatifs aux plaintes et recours, ou la disponibilité et les adaptations de services de proximité ne seront pas examinés dans le cadre de ce projet.

De même, les indicateurs de résultats nécessitant la collecte de données statistiques primaires sont en dehors du champ d’étude de ce projet. La collecte de données par la FRA et d’autres organisations pourrait permettre à ces indicateurs d’être alimentés à l’avenir.

## Indicateurs de structure - processus - résultats (S-P-R)

La FRA se base sur le cadre conceptuel des indicateurs pour la promotion et le suivi de la mise en œuvre des droits de l’homme proposé par le HCDH. Ce cadre identifie trois types d’indicateurs pertinents pour mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des droits fondamentaux: indicateurs structurels; indicateurs de processus; et des indicateurs de résultats. Ces trois types d’indicateurs correspondent aux trois domaines dans lesquels la mise en œuvre des droits fondamentaux peut être mesurée et évaluée: engagement; effort; résultats.[[2]](#footnote-2)

La logique du cadre des indicateurs S-P-R est la suivante: la *structure* comprend les aspects plus institutionnels des engagements en matière de droits fondamentaux (tels que la législation et les politiques en place, l’existence de mécanismes, de ressources); le *processus* englobe les initiatives prises pour respecter ces engagements, tels que les mesures politiques appliquées, l’efficacité et la portée des mécanismes; tandis que le *résultat* reflète la situation sur le terrain, tels que la connaissance effective des droits.



# Les indicateurs sur l’article 19 de la CDPH

La matrice d’indicateurs présentée ci-dessous a été élaborée par la FRA et ajustée sur la base des données recueillies lors de consultations approfondies avec les parties prenantes concernées. Les débats initiaux sur les éléments-clés et les questions à intégrer dans les indicateurs des droits de l’homme sur l’article 19 de la CDPH ont eu lieu lors d’un atelier organisé par la FRA le 20 novembre 2014. Cette réunion a rassemblé des acteurs politiques de plusieurs États membres de l’UE, des universitaires, des organes de défense des droits de l’homme, des organes de contrôle de l’article 33, des organisations de la société civile et des organisations de personnes handicapées.

La FRA, se servant des résultats obtenus lors de cet atelier a élaboré un éventail d’indicateurs qui a ensuite été communiqué aux mêmes experts et à d’autres parties prenantes pour leurs commentaires et contributions supplémentaires. La FRA remercie les acteurs ayant pris part aux débats pour leurs précieuses contributions. Les indicateurs ci-dessous intègrent une grande partie des commentaires reçus au cours du processus de consultation.

Comment lire les indicateurs

La matrice d’indicateurs est divisée en quatre parties: la première porte sur les indicateurs transversaux concernant l’article 19 dans son ensemble, ainsi que l’intégration de certains des principes généraux de la CDPH les plus pertinents pour l’article 19; les trois parties restantes couvrent les trois sous-articles de l’article 19.

Dans chaque partie, un certain nombre de questions ont été identifiées comme reflétant les aspects centraux de l’article 19 et la façon dont il sera mis en œuvre par les États parties à la convention. Les indicateurs sont regroupés autour de ces questions pour la clarté et la facilité de compréhension.

Dans de nombreux cas, l’indicateur principal est accompagné d’un certain nombre d’indicateurs supplémentaires qui permettent la collecte d’informations complémentaires. Par exemple, l’indicateur "L’État membre de l’UE a-t-il une stratégie/un plan d’action en place qui comprend des mesures pour assurer la transition des soins en institution vers le soutien dans la communauté?" est complété par les indicateurs supplémentaires "Est-ce que la stratégie/le plan d’action fixe des objectifs concrets et un délai dans lequel ils doivent être respectés? » Et « Y a-t-il un mécanisme en place pour surveiller la mise en œuvre de la stratégie/du plan d’action? "

Ces indicateurs supplémentaires sont présentés sous la forme d’une liste

Note sur les données et l’analyse

L’application de ces indicateurs exigera l’extraction de données à partir d’une gamme de sources existantes. Des exemples des types de sources qui pourraient être consultées sont donnés à la fin de ce document, structurés autour des différentes questions traitées par les indicateurs.

Pour refléter de façon adéquate la situation de la mise en œuvre de l’article 19 pour toutes les personnes handicapées, les données devraient, le cas échéant, être ventilées selon un certain nombre de caractéristiques. Par exemple, il sera souvent nécessaire de décomposer les données en:

* Type de handicap
* Degré du handicap
* Genre
* Age
* Type de service de proximité

Les cas où cette désagrégation des données est particulièrement importante sont marqués en italiques dans les tableaux ci-dessous. Toutefois, l’information doit être désagrégée selon le cas pour tous les indicateurs.

L’évaluation de la mise en œuvre des obligations incombant aux États parties au titre de l’article 19 de la CDPH exige également que l’on mesure les changements concernant les structures, les processus et les résultats au fil du temps. Ces indicateurs demandent des informations sur la situation chaque année depuis 2010, leur permettant de refléter les tendances à moyen terme.

## Article 19: dispositions transversales

Les discussions lors de la réunion regroupant les experts ont mis en évidence que l’article 19 peut être abordé comme un objectif englobant la CDPH. Pour cette raison, ces indicateurs font appel à d’autres thèmes clés de la convention, avec un intérêt particulier pour les différents éléments de la participation et de la mesure dans laquelle les personnes handicapées sont impliquées dans les processus de prise de décision.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PROBLÉMATIQUE** | **INDICATEUR STRUCTUREL** | **INDICATEUR DE PROCESSUS** | **INDICATEUR DE RÉSULTAT** |
| Adhésion à la CDPH | L’État membre de l’UE a-t-il adhéré à la CDPH sans réserve ou déclaration à l’article 19? | Y a-t-il eu un réexamen de la législation existante pour évaluer la conformité de l’État membre de l’UE avec l’article 19 de la CDPH?   * Les actes juridiques existants ont-ils été modifiés ou une nouvelle législation adoptée pour assurer leur conformité avec l’article 19 de la CDPH? |  |
| Plan d’action/stratégie | L’État membre de l’UE a-t-il une stratégie/plan d’action en place qui comprend des mesures pour assurer la transition des soins en institutions vers les services de proximité?   * Est-ce que le plan d’action/la stratégie définit des actions particulières spécifiques pour:   + des types de handicap (si oui, lesquels?)   + des groupes d’âge? (si oui, lesquels?) | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour la mise en œuvre du plan d’action/de la stratégie?  Les objectifs du plan d’action/de la stratégie ont-ils été rencontrés? |  |
|  | * Est-ce que le plan d’action/ la stratégie fixe des objectifs concrets et un délai dans lequel ils doivent être atteints? * Y a-t-il un mécanisme en place pour évaluer la mise en œuvre du plan d’action/de la stratégie? |  |  |
| Participation des Organisations de personnes handicapées (OPH) | L’État membre de l’UE a-t-il des mécanismes en place pour assurer la consultation et la participation des personnes handicapées, quel que soit l’âge et le type du handicap, par des OPH, dans:   * la conception, * le développement, et * la mise en œuvre et le suivi des lois et des politiques qui les concernent? | Combien d’OPH ont été consultées et impliquées dans la conception, le développement et la mise en œuvre et le suivi des lois et des politiques qui les concernent, chaque année depuis 2010?  Quel budget a été disponible, chaque année depuis 2010, afin d’assurer la consultation et la participation des personnes handicapées, via OPH, dans la conception, le développement et la mise en œuvre et le suivi des lois et des politiques qui les concernent? |  |
| L’État membre de l’UE a-t-il des mécanismes pour assurer la consultation et la participation des personnes handicapées, quel que soit l’âge et le type de handicap, par des OPH, dans:   * la conception, * la fourniture, et * le contrôle des services de soutien pour vivre de façon autonome? | Combien d’OPH ont été consultées et impliquées dans la conception, la prestation et le suivi des services de soutien pour vivre de façon autonome, chaque année depuis 2010?  Quel a été le budget rendu disponible, chaque année depuis 2010, afin d’assurer la consultation et la participation des personnes handicapées, y compris les enfants, à travers les OPH dans la conception, la fourniture et le suivi des services de soutien pour vivre de façon autonome, chaque année depuis 2010? |  |
| Non-discrimination et aménagement raisonnable | La législation anti-discrimination portant sur le handicap est-elle en d’application pour ce qui concerne:  • la prestation de biens et services par les prestataires publics et privés  • la protection sociale  indépendamment de l’âge et du handicap? |  |  |
| La portée de l’obligation légale de prévoir des aménagements raisonnables a-t-elle été étendue au-delà de l’emploi et de la formation?[[3]](#footnote-3)   * Existe-t-il des lignes directrices sur ce que constitue un aménagement raisonnable/quelles mesures d’aménagement sont considérées comme «raisonnables»?   Le manque d’aménagements raisonnables est-il considéré comme une forme de discrimination? |  |  |
| Les normes de qualité | Existe-t-il des normes de qualité légalement applicables pour les prestataires de services publics et privés?   * Quels sont les domaines de services couverts par ces normes, par exemple la santé, les services sociaux, la protection contre la violence, etc.? * Existe-t-il des lignes directrices sur la façon d’appliquer les normes de qualité pour les prestataires de services généraux et spécialisés, publics et privés? * Les lignes directrices adoptent-elles une approche fondée sur les droits de l’homme (référence à CDPH)? | Combien d’OPH ont été consultées et impliquées dans la conception, le développement et la mise en œuvre de normes de qualité, chaque année depuis 2010? |  |
| Existe-t-il des mécanismes indépendants mis en place pour surveiller la mise en œuvre des normes de qualité? | Combien d’OPH ont été consultées et impliquées dans le suivi de la mise en œuvre des normes de qualité, chaque année depuis 2010?  Combien de prestataires de services ont été constatés en violation des normes de qualité chaque année depuis 2010? |  |
| Formation/reconversion | Une formation sur la CDPH est-elle requise par la loi pour:  • les fonctionnaires,  • les travailleurs sociaux,  • les professionnels de la santé,  • les professionnels de l’éducation, et  • d’autres prestataires de services?   * Est-elle obligatoire?   La formation sur la CDPH est-elle intégrée dans les cours/programmes de formation professionnelle pour les prestataires de services spécialisés et généraux?   * Est-elle obligatoire? | Combien de:  • Fonctionnaires,  • travailleurs sociaux,  • professionnels de la santé,  • professionnels de l’éducation, et  • les autres prestataires de services  ont suivi une formation sur la CDPH, chaque année depuis 2010?  Les personnes handicapées, y compris les enfants, et les OPH sont-ils impliqués dans la:  • conception, et  • la fourniture  de la formation? |  |
| Y a-t-il une exigence pour le personnel des institutions résidentielles de long séjour de se soumettre à une formation complémentaire avant de travailler dans les services de proximité?   * Est-ce obligatoire? | Combien d’employés d’institutions résidentielles de long séjour ont-ils suivi une formation avant de travailler dans les services de proximité, chaque année depuis 2010? |  |
| Une formation sur la CDPH est-elle disponible pour les aidants informels? | Combien de d’aidants informels ont suivi une formation sur la CDPH, chaque année depuis 2010? |  |
| Connaissance du soutien /  prestations de service | Existe-t-il une obligation légale que l’information sur les services de soutien publics et privés pour vivre de façon autonome soit accessible aux personnes handicapées, quel que soit leur âge et leur handicap? |  |  |
| Y a-t-il des mesures ou des programmes mis en place pour améliorer la connaissance des personnes handicapées des services de soutien disponibles pour vivre de façon autonome, indépendamment de l’âge de et du handicap? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, aux mesures et programmes visant à accroître connaissance des personnes handicapées des services de soutien disponibles pour vivre de façon autonome?  Les DPO sont-elles impliquées dans le:  • développement  • transmission de ces mesures et programmes? | Combien de personnes handicapées ont pris part à de tels formations /  programmes?  *Fournir l’information selon l’âge, le type de handicap et le sexe.* |
| Y a-t-il des mesures ou des programmes mis en place pour sensibiliser les prestataires de services sur le droit des personnes handicapées à vivre de façon autonome, indépendamment de l’âge et du handicap? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour des mesures et des programmes visant à accroître la prise de conscience des prestataires de services sur le droit des personnes handicapées à vivre de façon autonome?  Les OPH sont-ils impliqués dans le:  • développement  • transmission de ces mesures et programmes? |  |
| Autonomisation | Existe-t-il des programmes pour aider les personnes handicapées à renforcer les compétences nécessaires pour vivre de façon autonome? | Combien de budget a été alloué, chaque année depuis 2010, à des organisations qui aident les personnes handicapées à acquérir des compétences pour vivre de façon autonome? | Combien de personnes handicapées ont bénéficié d’un soutien pour développer des compétences pour vivre de façon autonome, chaque année depuis 2010? |
| Est-ce que le soutien/conseil par les pairs, par et pour les personnes handicapées, est reconnu dans la loi? | Combien de personnes handicapées agissent comme conseillers/soutien pour leurs pairs, chaque année depuis 2010? |  |
| Suivi | Le suivi des services publics et privés destinés aux personnes handicapées, y compris les enfants, est-il prévu par la loi?   * Est-ce que la disposition légale prévoit à quelle fréquence le suivi doit avoir lieu? * Le suivi est-il indépendant du gouvernement et des prestataires de services? * Y a-t-il une obligation légale de produire des rapports du suivi ainsi que d’autres renseignements accessibles au public? * Les recommandations des mécanismes de surveillance sont-elles juridiquement exécutoire? * Y a-t-il des mécanismes mis en place pour assurer la participation des personnes handicapées, quel que soit l’âge et le handicap, et des OPH dans le processus de suivi? | Combien d’OPH ont été impliquées dans le suivi des services publics et privés prévus pour les personnes handicapées?  Les rapports de suivi sont-ils publiés, y compris dans des formats accessibles? |  |
| Plaintes/recours | Y a-t-il des mécanismes juridiques et/ou non juridiques indépendants, des recours que les personnes handicapées peuvent utiliser pour contester les obstacles à l’exercice du droit de vivre de façon autonome?   * Toutes les personnes handicapées peuvent-elles légalement accéder directement à ces mécanismes et recours, indépendamment du statut de capacité juridique? * Y a-t-il une obligation d’apporter des aménagements procéduraux et des aménagements en fonction de l’âge à toutes les étapes du processus de traitement des plaintes? | Combien de plaintes ont été reçues par les mécanismes de plaintes juridiques et/ou non-juridiques et de recours déposes chaque année, depuis 2010, en ce qui concerne les obstacles à l’exercice du droit à la vie autonome?   * Combien de ces cas ont été considérés comme recevables? * *Fournir des informations sur le type de plainte, par exemple, le type de handicap, l’âge, les modes de vie, des services de soutien, services généraux.*   Un soutien est-il à la disposition des personnes handicapées qui pourraient souhaiter utiliser des mécanismes de plaintes et les recours juridiques et/ou non-juridiques portant sur les obstacles à l’exercice du droit de vivre de façon autonome?   * Le soutien comprend: des services de défense, l’aide juridique, le soutien par les pairs, etc.   L’information sur les mécanismes de plaintes et les voies de recours juridiques et/ou non-juridiques est-elle accessible aux personnes handicapées, quel que soit l’âge et le type de handicap? |  |
| Existe-t-il des mesures mises en place pour sensibiliser les personnes handicapées sur les mécanismes de plaintes et les recours juridiques et/ou non-juridiques portant sur les obstacles à l’exercice du droit de vivre de façon autonome, indépendamment de l’âge et le type de handicap? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour des mesures visant à sensibiliser les personnes handicapées sur les mécanismes de plaintes et les recours juridiques et/ou non-juridiques portant sur les obstacles à l’exercice du droit de vivre de façon autonome? | Combien de personnes handicapées ont participé, chaque année depuis 2010, à des programmes de sensibilisation sur les mécanismes de plaintes et de recours juridiques et/ou non-juridiques? |

## Article 19 (a): Les milieux de vie

Article 19 (a): Les personnes handicapées aient la possibilité **de choisir, sur la base de l’égalité avec les autres, leur lieu de résidence** et où et avec qui elles vont vivre et qu’elles ne soient pas obligées de vivre dans un milieu de vie particulier;

Ces indicateurs, qui reflètent les éléments clés du sous-article identifié par FRA et les experts sur le terrain, mettent l’accent sur les principes de «base d’égalité » et de «possibilité de choisir» tout en tenant compte des questions d’accessibilité et de coût abordable.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PROBLÉMATIQUE** | **INDICATEUR STRUCTUREL** | **INDICATEUR DE PROCESSUS** | **INDICATEUR DE RÉSULTAT** |
| Modes de vie | Y a-t-il des dispositions légales reconnaissant le droit des personnes handicapées, quel que soit l’âge et le handicap, de choisir leur lieu de résidence et où et avec qui elles veulent vivre sur la base de l’égalité avec les autres?  Existe-t-il des restrictions juridiques sur le droit des personnes handicapées de choisir où et avec qui vivre?  Les restrictions sont-elles liées à l’âge ou au handicap?  *Fournir des informations par: type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, l’âge, le sexe.* | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour créer des milieux de vies adaptés dans la communauté? | Quelle est la proportion, chaque année depuis 2010, des personnes handicapées vivant dans:  • les ménages privés  • les logements sociaux  par rapport à la population générale?  *Fournir des informations par: type d’incapacité, le niveau des besoins d’accompagnement, l’âge, le sexe.* |
| Institutions | Y a-t-il des dispositions légales qui permettent l’admission involontaire en institution sur la base de l’existence d’un handicap?   * Ces dispositions sont-elles liées à l’âge ou au type de handicap? |  | Combien de personnes ont été involontairement admises dans les institutions chaque année depuis 2010?  *Fournir des informations par: type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, l’âge, le sexe.* |
| L’État membre de l’UE s’est-il engagé à :  • Fermer les institutions résidentielles de long séjour?  • Stopper les nouvelles admissions en institutions résidentielles de long séjour?  • Ne pas construire de nouvelles institutions résidentielles de long séjour?  Y a-t-il une limite légale définie sur le nombre maximum de bénéficiaires pouvant être logés dans un type particulier d’institution?   * La limite varie-t-elle en fonction de l’âge ou du type de handicap? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour aider les personnes handicapées, quel que soit l’âge ou le handicap, à passer d’un cadre institutionnel à un mode de vie de leur choix? | Combien de personnes handicapées vivent dans des institutions résidentielles de long séjour, chaque année depuis 2010?  *Fournir des informations par: type handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, l’âge, le sexe.*  Combien de places y a-t-il en institutions résidentielles de long séjour, chaque année depuis 2010?  *Fournir des informations par: type de handicap, le niveau des d’accompagnement, l’âge, le sexe.*  Combien de personnes handicapées ont été admises dans des institutions résidentielles de long séjour, chaque année depuis 2010?  *Fournir des informations par: type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, l’âge, le sexe.* |
| La participation dans le choix du lieu de vie | Y a-t-il une obligation légale de consulter les personnes handicapées, quel que soit l’âge et le handicap, dans les décisions relatives au lieu de résidence et où et avec qui elles veulent vivre sur une base d’égalité avec les autres?  Un soutien est-il disponible pour les personnes handicapées afin de choisir où et avec qui vivre?  Des mécanismes sont-ils mis en place afin de s’assurer que la volonté et les préférences de la personne soient pris en compte pour décider où et avec qui vivre, indépendamment de l’âge et du type de handicap? |  |  |

## Article 19(b): Services de soutien

Article 19 (b): Les personnes handicapées aient **accès à une gamme de services à domicile ou en établissement et autres services sociaux d’accompagnement**, y compris **l’aide personnelle** nécessaire pour leur permettre de vivre dans la société et de s’y insérer et pour empêcher qu’elles ne soient isolées ou victimes de ségrégation;

Les discussions lors de la réunion d’experts ont mis en évidence le soutien, le choix et le contrôle, et l’inclusion et la participation comme les éléments centraux de l’article 19 (b). Ces aspects sont reflétés à travers les indicateurs élaborés.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PROBLÉMATIQUE** | **INDICATEURS STRUCTURELS** | **INDICATEUR DE PROCESSUS** | **INDICATEUR DE RÉSULTAT** |
| L’accès aux services de soutien | * Y a-t-il une disposition juridique établissant le droit pour les personnes handicapées, quel que soit l’âge et le type de handicap, de bénéficier de services de soutien dans la communauté pour vivre de façon autonome? * Les types de services de soutien comprennent:   • assistance personnelle;  • résidentiel;  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, soins de jour, travail bénévole, etc.)   * Est-ce que la disposition légale précise la portée des services de soutien? Par exemple:   • nombre d’heures prévues;  • type de services;  • sphères de la vie (à domicile, l’accès aux loisirs et aux activités culturelles, l’accès aux services médicaux, l’emploi, l’éducation, etc.) | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, aux services de soutien dans la communauté pour garantir l’autonomie de vie?   * Les types de services de soutien comprennent:   • assistance personnelle;  • résidentiel;  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, les soins de jour, travail bénévole, etc.)?  *Fournir des informations par: type de service de soutien.* | Combien de personnes handicapées utilisaient un certain type de service de soutien dans la communauté pour vivre de façon autonome, chaque année depuis 2010?  *Fournir des informations par: type de service de soutien, type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, l’âge, le sexe.* |
| Y a-t-il une disposition juridique établissant le droit pour les familles d’enfants handicapés de bénéficier de services de soutien, indépendamment du type de handicap?   * Les types de services de soutien comprennent:   • soutien familial (conseil, services de répit, intervention précoce);  • résidentiel;  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, les soins de jour, etc.)   * Est-ce que la disposition légale précise la portée des services de soutien? Par exemple:   • nombre d’heures prévues;  • type de services;  • sphères de la vie (à domicile, l’accès aux loisirs et aux activités culturelles, l’accès aux services médicaux, l’emploi, l’éducation, etc.) | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour les familles des enfants handicapés?   * Les types de services de soutien comprennent:   • soutien familial (conseil, services de répit, intervention précoce);  • résidentiel;  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, les soins de jour, etc.)  *Fournir des informations par: type de service de soutien.* | Combien de familles d’enfants handicapés ont reçu un certain type de services de soutien aux familles, chaque année depuis 2010?  *Fournir des informations par: type de service de soutien, type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, le sexe.* |
| Y a-t-il une disposition juridique établissant le droit pour les personnes handicapées, quel que soit l’âge et le handicap, de recevoir des budgets personnels/paiements directs?   * Est-ce que la disposition légale fixant les budgets personnels/paiements directs précise la portée des services qui peuvent être achetés, par exemple:   • nombre d’heures prévues;  • type de services;  • sphères de la vie ? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour les budgets personnels/paiements directs? | Combien de personnes handicapées ont reçu des budgets personnels/paiements directs, chaque année depuis 2010?  *Fournir des informations par: type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, le sexe.* |
| Transférabilité des services de soutien | Existe-t-il une disposition légale permettant le transfert des services de soutien dans la communauté vers différentes régions administratives?   * Les types de services de soutien comprennent:   • assistance personnelle;  • résidentiel;  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, soins de jour, travail bénévole, etc.)   * les budgets personnels/paiements directs peuvent-ils être transférés dans différentes régions administratives? | Les procédures pour demander le transfert des services de soutien dans la communauté sont-elles accessibles à toutes les personnes handicapées, quel que soit l’âge et le handicap?   * L’aide pour remplir les formalités administratives est-elle disponible au cours du processus de demande de transfert de l’assistance? | Combien de personnes handicapées ont demandé, chaque année depuis 2010, le transfert des services de soutien dans la communauté à une région administrative différente?   * Combien de ces demandes se sont traduites par le transfert de services de soutien? |
| Y a-t-il une disposition légale permettant le transfert des services de soutien pour les familles des enfants handicapés dans différentes régions administratives?   * Les types de services de soutien comprennent:   • soutien familial (conseil, prise en charge de répit, intervention précoce);  • résidentiel;  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, soins de jour, etc.) |  | Combien de familles d’enfants handicapés ont demandé, chaque année depuis 2010, le transfert des services de soutien à une région administrative différente?   * Combien de ces demandes se sont traduites par le transfert de services de soutien? |
| L’admissibilité aux services de soutien dans la communauté | Y a-t-il une disposition légale qui prévoit des restrictions sur l’admissibilité aux services de soutien dans la communauté en fonction de certains critères?   * Quels sont les critères? Les critères comprennent: l’âge, le type de handicap, degré du handicap, situation familiale, niveau de revenu. * Les mêmes critères sont-ils valables pour différents types de soutien? Les types de services de soutien comprennent:   • assistance personnelle;  • résidentiel;  • soutien familial (conseil, prise en charge de répit, intervention précoce);  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, soins de jour, travail bénévole, etc.)   * La disposition légale permet-elle de contester les décisions d’admissibilité? * La disposition légale précise-t-elle la périodicité de l’examen de l’admissibilité?   Y a-t-il une disposition légale qui prévoit des restrictions sur l’admissibilité aux budgets personnels/paiements directs en fonction de certains critères?   * Quels sont les critères? Les critères comprennent: l’âge, le type de handicap, le degré du handicap, situation familiale, niveau de revenu. * La disposition légale permet-elle de contester les décisions d’admissibilité? * La disposition légale précise-t-elle la périodicité de l’examen de l’admissibilité? |  | Combien de décisions concernant l’admissibilité au soutien ont été contestées, chaque année depuis 2010?   * Combien d’entre-elles ont été annulées? |
| Le contrôle de l’utilisateur | Y a-t-il une disposition juridique prévoyant que les personnes handicapées, quel que soit l’âge et le type de handicap peuvent choisir:  • le type de service de soutien mis à disposition;  • degré de l’assistance apportée;  • le prestataire du service de soutien;  • les changements dans l’accompagnement?   * Les types de services de soutien comprennent:   • l’assistance personnelle;  • le résidentiel;  • à domicile; autres (soutien informel, soutien par les pairs, soins de jour, travail bénévole, etc.)   * Y a-t-il des mécanismes mis en place pour s’assurer que la volonté et les préférences de la personne, indépendamment de l’âge et du type de handicap, sont pris en compte dans le choix de:   • le type de service de soutien mis à disposition;  • degré de l’assistance apportée;  • prestataire du service de soutien;  • les changements dans l’accompagnement? | La procédure de prestation de services de soutien dans la communauté comprend-elle l’auto-évaluation des besoins, quel que soit l’âge et le type de handicap?  L’information sur les différents types de services et la qualité des services est-elle fournie dans des formats accessibles? |  |
|  | Y a-t-il une disposition légale prévoyant que les familles des enfants handicapés, quel que soit le type de handicap de l’enfant, peuvent choisir :  • le type de service de soutien mis à disposition;  • degré de l’assistance apportée;  • le prestataire du service de soutien;  • les changements dans l’accompagnement?   * Les types de services de soutien comprennent:   • soutien familial (conseil, prise en charge de répit, intervention précoce);  • résidentiel;  • à domicile;  • autres (soutien informel, soutien par les pairs, soins de jour, etc.)?   * Y a-t-il des mécanismes mis en place pour s’assurer que la volonté et les préférences de la personne, indépendamment du type de handicap, sont prises en compte dans le choix:   • type de service de soutien mis à disposition;  • de l’assistance apportée;  • prestataire du service de soutien;  • les changements dans l’accompagnement? |  |  |
| Adaptations lieu de résidence | Y a-t-il un droit légal de demander:  • l’adaptation des bâtiments;  • une aide financière pour les adaptations des bâtiments;  • des appareils et accessoires fonctionnels (aides à la mobilité, technologie d’assistance)?  pour permettre aux personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, de vivre dans le lieu de résidence de leur choix?   * Quels sont les critères d’admissibilité pour recevoir:   • des aides matérielles;  • un soutien financier pour ces aides;  • d’appareil et accessoire fonctionnels (aides à la mobilité, technologie d’assistance)  pour le lieu de résidence choisi? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, aux adaptations des bâtiments, à l’aide financière pour les adaptations relatives aux bâtiments et les appareils et accessoires fonctionnels pour permettre aux personnes handicapées de vivre dans le lieu de résidence de leur choix? | A combien de personnes handicapées ont été accordées, chaque année depuis 2010, des adaptations aux bâtiments, l’aide financière pour les adaptations relatives aux bâtiments et appareils et accessoires fonctionnels pour le lieu de résidence de leur choix?  *Fournir des informations par: type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, le sexe, l’âge.* |
|  | Y a-t-il un droit légal de demander :  • l’adaptation des bâtiments;  • une aide financière pour l’adaptation des bâtiments;  • des appareils et accessoires fonctionnels (aides à la mobilité, la technologie d’assistance)  pour permettre aux enfants handicapés, quelle que soit le handicap, de vivre avec leur famille?   * Quels sont les critères d’admissibilité pour recevoir:   • des aides matérielles;  • une aide financière pour ces aides;  • des appareils et accessoires fonctionnels (aides à la mobilité, technologie d’assistance)  pour le lieu de résidence de leur choix? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, à des adaptations aux bâtiments, à de l’aide financière pour les adaptations relatives aux bâtiments et les appareils et accessoires fonctionnels pour permettre aux enfants handicapés de vivre avec leur famille? | A combien de familles d’enfants handicapés ont été accordées chaque année depuis 2010, des adaptations de bâtiments, de l’aide financière pour les adaptations relatives aux bâtiments et des appareils et accessoires fonctionnels pour leur lieu de résidence?  *Fournir des informations par: type de handicap, le niveau des besoins d’accompagnement, le sexe.* |
| Le soutien informel | Des services de soutien informels dans la communauté sont-ils légalement reconnus comme type de soutien?   * Les types de services de soutien informels comprennent:   • la prise en charge des enfants handicapés;  • l’assistance des personnes âgées ou d’autres membres de la famille ayant des besoins d’accompagnement;  • le travail bénévole? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, à des services de soutien informels?  La formation est-elle disponible pour les prestataires de services de soutien informels dans la communauté pour les personnes handicapées? |  |

## Article 19(c): Services généraux

Article 19 (c): **Les services et équipements** **sociaux** destinés à la population générale sont **mis à la disposition des personnes handicapées, sur la base de l’égalité avec les autres**, et sont adaptés à leurs besoins.

Les indicateurs sur l’article 19 (c) doivent répondre à la question de l’étendue des services et installations dans la communauté mentionnées dans la convention. Au cours de la réunion d’experts, certains participants ont estimé que les indicateurs devraient se concentrer sur les services qui ne sont pas couverts par d’autres articles de la convention, tandis que d’autres étaient en faveur d’une approche plus large intégrant des questions telles que l’éducation et l’emploi.

La FRA a décidé de se concentrer sur les aspects de la vie autonome qui ne sont pas mentionnés ailleurs dans la convention. À ce titre, les questions spécifiques relatives à l’éducation (article 24) ou à l’emploi (article 27), au-delà de leur disponibilité en tant que services et installations communautaires, ne sont pas mentionnées ici, mais pourraient être couvertes par les indicateurs de droits humains consacrés à ces articles. Conformément à cette approche, ces indicateurs se concentrent sur l’égalité de la disponibilité des services dans la communauté.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PROBLÉMATIQUE** | **INDICATEURS STRUCTURELS** | **INDICATEUR DE PROCESSUS** | **INDICATEUR DE RÉSULTAT** |
| La disponibilité des services et des structures communautaires | Y a-t-il des dispositions légales qui exigent que les services et les structures communautaires pour la population en général soient disponibles pour les personnes handicapées, sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du type de handicap?   * Les services communautaires comprennent:   • les biens et services;  • les transport et infrastructures de transport;  • bâtiments (écoles, centres médicaux, etc.);  • information et communication;  • l’emploi et l’éducation;  • Les services en ligne et Internet.   * Existe-t-il des lignes directrices sur la façon de rendre les services et les structures communautaires pour la population générale disponibles pour les personnes handicapées, sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du type de handicap? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, pour s’assurer que les services et les structures communautaires pour la population générale sont disponibles pour les personnes handicapées, sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du type de handicap? |  |
| Y a-t-il un suivi régulier du respect des obligations juridiques et des normes concernant la disponibilité des services et structures communautaires pour la population générale aux personnes handicapées sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du type de handicap?   * Y a-t-il des sanctions imposées en cas de manquement à l’obligation de rendre les services et les structures communautaires pour la population générale accessibles aux personnes handicapées, sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du handicap? | Combien de prestataires de services et de structures communautaires pour la population en général ont été déclarés, chaque année depuis 2010, comme ayant manqué à leur obligation d’accessibilité aux personnes handicapées, sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du type de handicap? |  |
| Adaptation des services et structures communautaires | * Y a-t-il des fonds et/ou des subventions et/ou incitations destinées aux prestataires de services et structures communautaires pour la population générale afin qu’ils procèdent à des ajustements pour assurer leur accessibilité aux personnes handicapées sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du type de handicap?   Les adaptations comprennent:  • construction de bâtiments;  • rénovation de bâtiments;  • information et communication accessibles? | Quel budget a été alloué, chaque année depuis 2010, à des adaptations pour assurer l’accessibilité des services et des structures communautaires pour la population générale aux personnes handicapées, sur base d’égalité, indépendamment de l’âge et du type de handicap?  *Fournir des informations par: types de services et de structures communautaires, type d’adaptation.* |  |

1. La FRA remercie l’association sans but lucratif [«Ensemble pour une Vie Autonome »](http://www.eva-bap.be/) (EVA) pour la présente traduction française du [document original en anglais](http://fra.europa.eu/en/project/2014/rights-persons-disabilities-right-independent-living/indicators). [↑](#footnote-ref-1)
2. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH, 2008), *Rapport sur l’utilisation d’indicateurs pour la promotion et la surveillance de la mise en œuvre des droits de l’homme* (HRI/MC/2008/3), Genève, Nations Unies, disponible à: http://www2.ohchr.org/english/issues/indicators/docs/HRI.MC.2008.3\_fr.pdf [↑](#footnote-ref-2)
3. La directive sur l’égalité de traitement en matière d’emploi et de travail de 2000 interdit la discrimination sur la base du handicap dans le domaine de l’emploi et du travail, et instaure une obligation d’apporter des aménagements raisonnables dans ces secteurs. [↑](#footnote-ref-3)